

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

**IDCC : 1597. – Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

**ACCORD DU 30 MARS 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
(CENTRE)**

NOR : ASET1550536M
IDCC : 1597

Entre :

La CAPEB Centre ;

La FFB Centre ;

La DR Centre FFIE,

D'une part, et

Le SF FO Centre ;

L'UR CFDT Centre ;

La CFTC Centre,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Centre à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 2

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé, forfaitairement, le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, comme suit.

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE mensuel minimal (35 heures hebdomadaires, soit 151,67 heures par mois)	SALAIRE horaire minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution Position 1	150	1 457,55	9,61

Le barème des coefficients 170 à 270, réévalués selon l'accord du 1^{er} novembre 2014, reste en vigueur.

Article 3

Le présent barème pour le coefficient 150 entre en application à compter du 1^{er} janvier 2015.

Article 4

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction des relations du travail du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au greffe du conseil des prud'hommes d'Orléans.

Article 5

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Fait à Olivet, le 30 mars 2015.

(Suivent les signatures.)